

**Convention collective régionale**

IDCC : 1635. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES,  
MÉCANIQUES ET CONNEXES  
(GIRONDE ET LANDES)  
(19 février 1991)**

(*Bulletin officiel* n° 1991-4 bis)

(Etendue par arrêté du 7 octobre 1991,  
*Journal officiel* du 17 octobre 1991)

■ *Journal officiel* du 14 avril 2005

**Arrêté du 4 avril 2005 portant extension d'accords conclus dans le  
cadre de la convention collective des industries métallurgiques,  
mécaniques et connexes de la Gironde et des Landes (n° 1635)**

NOR : SOCT0510562A

Le ministre de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale,

Vu les articles L. 133-1 et suivants du code du travail ;

Vu l'arrêté du 7 octobre 2001 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du 9 juin 2004, portant extension de la convention collective des industries métallurgiques, mécaniques et connexes de la Gironde et des Landes du 19 février 1991 et des textes qui l'ont modifiée ou complétée ;

Vu l'accord du 15 décembre 2004 relatif aux rémunérations effectives garanties conclu dans le cadre de la convention collective susvisée ;

Vu l'accord du 15 décembre 2004 relatif aux rémunérations minimales hiérarchiques conclu dans le cadre de la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu les avis publiés au *Journal officiel* du 10 février 2005 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure prévue à l'article R. 133-2 du code du travail,

Arrête :

### **Article 1<sup>er</sup>**

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective des industries métallurgiques, mécaniques et connexes de la Gironde et des Landes du 19 février 1991, tel que modifié par l'avenant du 25 mai 1992, tel qu'étendu par arrêté du 10 août 1992, et à l'exclusion de la réparation d'appareils électriques pour le ménage non associée à un magasin de vente, les dispositions de :

- l'accord du 15 décembre 2004 relatif aux rémunérations effectives garanties conclu dans le cadre de la convention collective susvisée ;
- l'accord du 15 décembre 2004 relatif aux rémunérations minimales hiérarchiques conclu dans le cadre de la convention collective susvisée ;

### **Article 2**

L'extension des effets et sanctions des accords susvisés est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par lesdits accords.

### **Article 3**

Le directeur des relations du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 4 avril 2005.

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur  
des relations du travail :

*Le sous-directeur de la négociation collective,*

P. FLORENTIN

*Nota.* – Le texte des accords susvisés a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicules conventions collectives n° 2005/3, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,50 €.